



Ensemble



Le journal des socialistes de Loire-Atlantique - N°213 - Jeudi 28 janvier 2010



Jacques Auxiette entouré des 33 candidats de la liste "La Gauche en Action" en Loire-Atlantique

Meeting régional de la Gauche en Action **AVEC VOUS** **FRANCHIR UN NOUVEAU CAP**



Convaincre pour gagner



Nous sommes à 6 semaines du 1^{er} tour des régionales. 6 semaines pour convaincre, 6 semaines pour se mobiliser, 6 semaines pour gagner. Aujourd'hui notre seul objectif doit être d'aller à la rencontre des habitants de notre département sur les marchés, dans les cités et au cours de réunions publiques. Jacques Auxiette a fait une liste de large rassemblement à gauche avec le PC, le PRG, le MRC et ceux, parmi les Verts, qui sur la base de notre action depuis 2004, ont jugé qu'il est préférable d'être rassemblés autour d'un même projet pour gagner. Les Verts ont fait le choix de listes séparées, nous le regrettons mais nous le respectons et espérons faire l'alliance victorieuse au soir du 1^{er} tour.

“CET ESPOIR, À NOUS DE LUI DONNER UNE RÉALITÉ POUR QUE LE 21 MARS, JOUR DU PRINTEMPS, SOIT AUSSI CELUI DE LA VICTOIRE DE LA GAUCHE PARTOUT EN FRANCE”

D'ici là, il faut convaincre les électeurs. Nous le ferons avec notre bilan mais surtout par nos propositions sur l'emploi, l'éducation, la jeunesse ou l'environnement. Un tract national reprend nos propositions et est distribué depuis 15 jours. Il s'intitule “Le contrat socialiste” qui recense nos principales propositions pour les régions françaises. Sur l'emploi, ce sont 200 000 contrats de continuité professionnelle pour les salariés licenciés, la création de 100 000 nouvelles entreprises grâce aux aides des régions et 300 000 contrats d'accès à la qualification par an pour les jeunes sortis de l'école sans diplôme. Nous proposons aussi un pack pour l'autonomie des jeunes pour faciliter l'accès au logement, à la santé et au permis de conduire. Ces propositions viendront enrichir celles que nous ferons localement comme le plan anti crise ou la formation pour les salariés licenciés ou en perte d'emploi.

Nous voulons aussi plafonner le coût des abonnements domicile-travail avec l'objectif de 1 € par trajet pour les transports publics régionaux. Nous voulons garantir le droit à la santé avec des “contrats contre les déserts médicaux”. Et aussi développer la construction de logements sociaux à loyers modérés avec l'achat de terrains par des établissements fonciers car l'accès au logement est aujourd'hui un vrai problème pour de nombreuses familles.

Voilà quelques unes de nos propositions. À nous de les décliner dans notre région, de les faire vivre, de montrer aux citoyens qu'il existe une alternative à la politique de casse sociale de la droite. Cet espoir, à nous de lui donner une réalité pour que le 21 mars, jour du printemps, soit aussi celui de la victoire de la gauche partout en France. Une victoire qui doit en annoncer d'autres...

Alain GRALEPOIS
Premier secrétaire fédéral

Forum régional : Une région de la connaissance

Le Foyer des jeunes travailleurs de Beaulieu a accueilli le 16 janvier, le 2^e forum régional sur le thème “Inventons une région de la connaissance pour tous”. Les participants se sont répartis en trois ateliers : “Enseignement supérieur, recherche et innovation”, “Quelles politiques régionales de formation tout au long de la vie ?” et “Lycée, apprentissage : quel projet éducatif régional ?”. Animés par 3 élus régionaux (Sylvie Eslan, Catherine Piau et moi-même), ces ateliers ont réuni 150 participants avec parmi eux les militants des partis partenaires de notre liste et de nombreux responsables associatifs et syndicaux.

Le 1^{er} thème a évoqué l'objectif d'une société de la connaissance pour tous. Il faut continuer à soutenir la recherche et l'université qui contribuent à l'attractivité et à l'avenir de la région. L'amélioration de l'orientation et des conditions d'accès à l'autonomie des jeunes ont également été évoqués. Enfin, les formations supérieures professionnalisantes et continues pour les salariés méritent d'être renforcées.

Le 2^e atelier a abordé deux grandes questions : l'accès à la formation et la validation des acquis de l'expérience. Le 1^{er} thème concerne la gratuité des formations de niveau bac et des formations à distance, le droit à la formation différée, les bourses pour les élèves infirmières et plus globalement les conditions de vie des stagiaires de la formation continue. Le 2^e point du débat a souligné la nécessité d'accélérer la mise en œuvre de la VAE et de prendre en compte les engagements associatifs et bénévoles comme des expériences qualifiantes.

Le 3^e atelier a travaillé sur le droit à la réussite pour tous auquel doivent contribuer les différents volets de la politique régionale. L'idée de la généralisation de Maisons des lycéens a été évoquée. Elle s'insère dans la volonté de former des citoyens et de permettre aux lycéens de construire leurs projets. Il a été également souligné l'importance de la santé des jeunes, de l'insertion des handicapés ou de la restauration scolaire avec des productions agricoles locales.

En conclusion, Jacques Auxiette a souligné l'importance de l'investissement dans la recherche et l'innovation, la cohérence du projet éducatif régional centré sur l'accès de tous à l'instruction et à la citoyenneté, la nécessité de diversifier les parcours de professionnalisation en développant l'alternance qui ne se limite pas à l'apprentissage, y compris dans l'enseignement supérieur. Les compte-rendus de ces travaux nourriront l'écriture du projet.

Pour y contribuer, une adresse e-mail : projet@auxiette2010.fr

Christophe CLERGEAU
Directeur de campagne régional

Meeting régional des Ponts-de-Cé

La campagne est lancée !

La ville des Ponts-de-Cé, située dans la banlieue sud d'Angers et brillamment gagnée par la gauche en 2008, a accueilli le 20 janvier le 1^{er} meeting régional de Jacques Auxiette et ses colistiers.



Plus de 1 500 personnes étaient présentes dont près de 400 de Loire-Atlantique, une belle mobilisation ! Les candidats présents sur les listes des 5 départements de la région étaient tous assis sur la scène, sur des gradins disposés à cet effet. Un beau symbole de force collective et d'unité : espérons que ces hommes et femmes constituent dès le 22 mars les forces vives de la future majorité régionale !

La parole a d'abord été donnée aux maires des principales villes de gauche : Jean-Claude Boulard du Mans, Joël Batteux de Saint-Nazaire, Guillaume Garot de Laval, Pierre Regnault de la Roche-sur-Yon, Jean-Claude Antonini d'Angers et Patrick Mareschal, seul président de gauche des 5 départements de la région. Ils ont souligné le style Auxiette fait de sérieux, de rigueur et de respect de la parole donnée. Ils ont aussi insisté sur l'importance de garder à gauche la région du 1^{er} ministre Fillon et Guillaume Garot a présenté Christophe Béchu comme "le

petit soldat de Sarkozy".

Quatre grands témoins se sont ensuite exprimés : Raphaël Romi, élu Vert à Nantes, a présenté le développement durable comme un nouveau champ d'actions politiques. Daniel Loiseau, élu à Angers métropole, s'est félicité de l'action régionale en direction des entreprises, Yves Tual de la CGT portuaire de Nantes-Saint-Nazaire et militant communiste a appelé avec émotion à "se battre contre la politique de la droite qui ne partage pas nos valeurs de solidarité". Laurianne Deniaud, présidente du MJS national, a dit sa "fierté d'être Ligérienne grâce à Jacques Auxiette" en s'appuyant sur un bilan positif de l'action régionale pour les jeunes.

Le député-maire de Nantes Jean-Marc Ayrault s'est ensuite exprimé : il s'est félicité de "la liste de rassemblement à gauche dans le sens du travail commun effectué depuis 6 ans. (...) Le bilan de Jacques Auxiette est extraordinaire et il porte la promesse d'un projet

à la hauteur de ce bilan". Il a aussi fustigé "l'agité Sarkozy dont on cherche vainement les résultats de sa politique. Il veut reprendre à la gauche le pouvoir local qui constitue pourtant un équilibre mais cet homme ne supporte pas les contre-pouvoirs !" Il a fini son propos en appelant à soutenir Jacques Auxiette, "capitaine courageux qui a besoin de notre engagement et de notre soutien pour gagner le 21 mars !"

Le président de la Région Jacques Auxiette a alors pris la parole pour le discours de clôture. Il a rappelé qu'en 2004, la Région était exsangue et sans investissement. "Depuis, nous avons relancé l'investissement, acheté des trains, soutenu le développement de l'économie etc. La gauche gère mieux que la droite, les avis positifs sur notre gestion de la Cour régionale des comptes le prouvent !" Jacques Auxiette a ensuite développé quatre idées fortes.

1 - Le refus d'une société d'égoïsme basée sur l'argent : "Il faut placer l'Homme au cœur de l'économie et de la société en privilégiant la solidarité".

2 - La qualité de vie : "Nous agissons en ce sens avec les énergies propres, une politique environnementale ambitieuse, les transports collectifs ou

l'accès au soins".

3 - La formation : "Elle doit instruire et faciliter l'insertion professionnelle. Nous agissons là aussi avec 5 nouveaux lycées dont celui de Beaupréau, un soutien aux apprentis et la mise en place du Volontariat International en Entreprise pour les moins de 28 ans".

4 - L'emploi : "Nous voulons l'ancre sur le territoire avec des infrastructures de qualité sur les transports, la recherche ou le haut débit internet. Nous aidons aussi les entreprises à maintenir et développer leurs activités".

Le projet de Jacques Auxiette et de ses colistiers sera bientôt présenté aux électeurs : il proposera un contrat aux Ligériens pour continuer de construire une région solidaire, dynamique et équilibrée. Pour cela, il faut gagner en mars et Jacques Auxiette a donc rappelé que la discussion reste ouverte jusqu'au dépôt des listes le 15 février, pour réaliser "l'unité à gauche que je souhaite pour battre le 21 mars les représentants en région de Sarkozy et de sa politique injuste". Un enjeu mobilisateur qui devrait rassembler la gauche ligérienne le moment venu.

Suivez la campagne des élections régionales sur le site internet

<http://www.auxiette2010.fr/>



Démasquer les mensonges de la droite

La droite divulgue des informations erronées sur les Régions dirigées par la gauche depuis 2004. Voilà quelques exemples de contre-vérités démasquées : à l'intox de la droite, nous répondons par l'info et le langage de vérité.



Depuis 2004, la Région a commandé 70 nouveaux TER

INTOX : "Les impôts locaux et l'emprunt ont explosé"

INFO : Les Régions ne reçoivent que 2 % des recettes fiscales en France. Lorsque les communes et leur groupement perçoivent 43 milliards d'euros de recettes fiscales en 2009, les départements 22 milliards, l'État 245 milliards, les régions ne perçoivent que 5,1 milliards d'euros ! L'assiette fiscale des régions étant particulièrement réduite, elles sont obligées, pour augmenter leurs recettes, d'afficher un fort taux de progression. Mais cela ne représente qu'un très faible montant en euros : voilà ce que la droite ne dit pas. En réalité, les hausses votées par les régions entre 2003 et 2009 (soit 3,6 % en moyenne par an), ne représentent que 3 € par habitant et par an. La moitié d'un paquet de cigarette ! La situation des régions est donc délicate : alors qu'elles assurent 13 % des dépenses des budgets locaux, elles ne perçoivent que 7 % de la fiscalité locale directe. Dans le même temps, la quasi-totalité des régions ont supprimé la taxe sur les permis de conduire.

Petite précision utile : en 2009, c'est la Région Alsace (UMP) qui aura augmenté le plus son taux d'imposition (+6,4 %). Au contraire, 16 régions socialistes n'auront procédé à aucune hausse de fiscalité en 2009.

INTOX : "Les Régions augmentent sans raison la TIPP*"

INFO : C'est l'État qui demande aux Régions d'augmenter la TIPP. En effet, c'est le gouvernement qui se retourne vers les régions en leur demandant, pour faire face aux dépenses liées à la politique de l'État, d'augmenter la TIPP. Ainsi, et contre l'avis des Régions, le gouvernement a introduit dans son projet de loi de finances 2010 un article permettant aux régions d'augmenter leur TIPP afin "de servir au financement

des projets mentionnés aux articles 11 et 12 de la loi sur le Grenelle de l'Environnement" comme le stipule la loi de finance. Le gouvernement décide de politiques dont les financements sont assurés par les collectivités locales. Et lorsque les régions se retournent vers l'État pour savoir comment payer ces nouvelles politiques, ce gouvernement leur répond qu'elles ont la possibilité d'augmenter la TIPP. Le tour est joué !

*Taxe Intérieure sur les Produits Pétroliers.

INTOX : "Les dépenses de fonctionnement ont explosé sous la gauche"

INFO : Il faut remettre le budget des régions à sa juste proportion. En 2009, le budget global des régions représente 27 milliards d'euros. C'est la moitié du montant des niches fiscales (73 milliards d'euros) que vote tous les ans l'UMP au Parlement...

Les dépenses de fonctionnement des Régions correspondent au financement des politiques dont elles ont la responsabilité. Ce sont des dépenses qui servent directement les Français. Plus de 70 % d'entre elles correspondent aux trois grandes politiques des Régions : les transports, l'enseignement, la formation professionnelle et l'apprentissage. Si on y ajoute le développement économique et les politiques d'aménagement du territoire, c'est 80 % du budget de fonctionnement des régions qui est consacré à ces politiques essentielles.

Leurs budgets de fonctionnement ont notamment augmenté car il y a eu des transferts de charges de l'État vers les régions notamment pour les personnels ATOSS des lycées et les formations sanitaires et sociales. 130 000 agents de l'État ont été concernés par ces transferts prévus par la loi du 13 août 2004. L'UMP croit-elle vraiment que l'on peut intégrer 130 000 agents supplémentaires sans voir les dépenses de personnel augmenter ? Encore une fois, la droite présente les choses de façon parcellaire et démagogique.

Il faut noter aussi que les régions reversent à l'État 4 fois plus qu'elles ne perçoivent en subventions d'investissement comme vient de le rappeler le récent rapport de la Cour des Comptes. Les Régions ont en effet versé à l'État 427,4 millions d'euros de subventions publiques car l'État est dans une telle situation financière qu'il demande aux Régions de faire l'avance de trésorerie sur certaines opérations d'infrastructures menées ensemble.

Ainsi, l'État demande aux collectivités de financer désormais à hauteur d'au moins 33 % les investissements relatifs au Plan Campus des universités ou sur les Lignes à grande vitesse (LGV). Ce qui est inacceptable, c'est que non seulement l'État demande aux régions de financer ces politiques qui sont de sa

seule compétence, mais en plus il conditionne la mise en œuvre de ces investissements à la participation financière des collectivités locales. C'est du chantage ! Rien que sur la LGV, ce sont plusieurs milliards d'euros qui sont demandés aux collectivités locales. L'État a imposé une contribution de 640 millions d'euros à la Région Bretagne et 100 millions d'euros à la Région Pays de la Loire.

INTOX : "Le budget communication s'est envolé depuis 2004"

INFO : Les Régions consacrent moins de 1 % de leur budget de fonctionnement à la communication. Par comparaison, les dépenses de communication du SIG (Service d'Information du Gouvernement) ont augmenté de plus de 300 % en... un an, entre 2008 et 2009 ! On aimerait aussi que les parlementaires UMP acceptent la commission d'enquête parlementaire sur les sondages de l'Élysée qu'ils refusent en criant à la démagogie. Qui fait de la démagogie ?

INTOX : "La dette des Régions socialistes atteint des sommets"

INFO : Depuis l'élection de Nicolas Sarkozy, le poids de la dette de l'État a progressé de 20 % alors que dans le même temps, celle des collectivités locales n'a progressé que de 14,6 %. Par ailleurs, les montants dont on parle ne sont absolument pas comparables. La dette de l'État est de 1 135 milliards d'euros et celles des collectivités locales de 141 milliards d'euros. La dette des collectivités locales ne représente donc que 10 % de la dette totale, alors que les collectivités locales représentent 73 % de l'investissement public ! En ce qui concerne les régions, le montant total de leur dette s'élevait à 14 milliards d'euros en 2008, soit 1 % de la dette de l'État.

INTOX : "Les Régions ne préparent pas l'avenir"

INFO : Contrairement à ce que dit l'UMP, les dépenses d'investissement des Régions sont équivalentes... à celle de l'État qui n'investit plus. Il représente aujourd'hui moins de 25 % de l'investissement total public. Ce sont les collectivités locales qui portent donc la très grande majorité des investissements qui préparent l'avenir. À elles-seules, les régions investissent autant que l'État (11 milliards pour les régions, 12 milliards pour l'État). Mais sur les 12 milliards d'investissement de l'État, 10 milliards vont à la défense... Autrement dit, l'État n'a dépensé en investissement civil que 2 milliards d'euros en 2009. C'est près de 6 fois moins que les régions françaises !

Elles investissent notamment dans les lycées et les TER avec un effort jamais réalisé jusqu'ici pour rénover ou remplacer le parc des TER : 4 milliards d'euros par an pour les TER (hors Ile-de-France). Mieux, elles viennent de signer, avec Alstom et



Jacques Auxiette pose la 1^{re} pierre du Lycée
Éric Tabarly d'Olonne-sur-Mer (85)

Bombardier pour 15 milliards d'euros de commandes de TER nouvelle génération. En investissant aussi massivement sur les transports collectifs, les Régions ont devancé la démarche du Grenelle de l'environnement, elles dopent l'économie française qui en a tant besoin, et elles soutiennent l'emploi puisque ces rames seront construites en France.

2004-2010 : 10 actions de la gauche qui ont amélioré votre quotidien

- **2 200 salariés** en chômage partiel formés depuis le début de la crise, des dizaines d'entreprises en difficulté soutenues pour protéger l'emploi
- **Gratuité** des manuels scolaires et de l'équipement technique pour les lycéens et apprentis : jusqu'à 500 € d'économie par an et par élève pour les familles
- **Transports**, 70 nouveaux trains TER et une augmentation de 60 % de l'offre de TER, financement des tramways d'Angers, Le Mans et Nantes, réouverture de la ligne Nantes-Châteaubriant en 2010
- **1 000 emplois tremplins** à destination des jeunes et des précaires
- **5 nouveaux lycées** en construction et de nombreuses rénovations
- **Tarifs réduits** pour les abonnés, les jeunes et les chômeurs dans les trains de la région
- **Des centaines de nouveaux équipements locaux** : crèches, salles culturelles et sportives, maisons de santé... financés par la région au plus près des habitants
- **163 actions concrètes** pour le développement durable et l'environnement à travers l'Agenda 21 régional
- **260 millions d'euros** investis sur le territoire pour relancer l'économie locale et protéger les victimes de la crise. Le financement de ce plan a été réalisé pour 75 millions d'euros par un emprunt régional plébiscité par les habitants de notre région.
- **Les citoyens prennent la parole** : plus de 20 000 participants aux Assises régionales, panels citoyens, Conseil Régional des Jeunes, Agenda 21...

Interview de Catherine Touchefeu, vice-présidente du Conseil général

“Priorité à l'éducation des jeunes”

• Dans un contexte national difficile avec des ressources financières en baisse, le Conseil général 44 poursuit sa politique, notamment en faveur de l'éducation dont le budget est maintenu. Pourquoi la majorité de gauche a-t-elle fait ce choix ?

La formation des jeunes est un élément indispensable pour construire l'avenir. Avoir des jeunes capables de réfléchir, d'analyser le monde dans lequel ils vivent pour agir en citoyens conscients, c'est bien sûr déterminant. Il ne faut pas oublier qu'une éducation ouverte à tous, libérée des tutelles des religions et de l'argent roi, est un puissant levier pour faire avancer concrètement notre devise républicaine : Liberté, Égalité, Fraternité.

• Peux-tu nous donner quelques exemples illustrant la continuation de cette politique ambitieuse d'éducation ?

Nous avons fait le choix de maintenir à un haut niveau l'investissement afin de rénover des collèges vieillissants, tout en accompagnant les nouveaux besoins sur la 2^e couronne nantaise. Objectif : 15 collèges en 15 ans ! Rappelons que cela ne semblait pas la priorité de l'ancienne majorité. Le budget d'investissement représentait 25 millions d'euros en 2004, 37 millions d'euros au budget 2010... Pourtant, il reste encore beaucoup à faire ! À côté de ces interventions relevant des compétences obligatoires du Conseil général, 2010 marquera l'achèvement du plan informatique avec 28 millions d'euros sur 5 ans. Le Département ne se contente pas de fournir du matériel : une équipe de 19 techniciens veille au déploiement et au bon fonctionnement de ce programme.

Nous nous efforçons également de proposer des actions dans des domaines comme la culture, la sécurité routière, l'environnement ou le sport qui permettent une plus

grande ouverture sur le monde. Enfin, parce que le Conseil général a mis la solidarité au cœur de sa politique, des interventions particulières sont proposées pour les élèves qui rencontrent certaines difficultés : aides auprès des établissements situés en ZEP, aides aux classes d'intégration et soutien aux réseaux d'aide dans les écoles.

• Suppression de la taxe professionnelle, transferts de missions aux Départements non compensés financièrement, la politique gouvernementale ne risque-t-elle pas d'asphyxier les collectivités locales qui ne pourront donc plus assumer leurs missions ?

L'étranglement financier des départements programmé par le projet gouvernemental, s'il est vraiment mis en place, menacera nos capacités d'intervention. Mais il n'entamera pas notre volonté de donner la priorité à l'éducation pour les jeunes de ce département !

Tribune de Mikaël Delalande, élu de la Carene

Le logement social : priorité de la CARENE*



Le logement social est une chance pour le développement des communes et non pas une contrainte, comme certains le pensent. L'une des priorités de la Carene est de relever cet enjeu majeur qui consiste à accroître la production de logements sociaux,

pour mieux répondre à la demande et assurer une répartition géographique équilibrée sur l'ensemble du territoire de l'agglomération. La Carene poursuit ainsi une politique volontariste : l'objectif est de créer plus de 2 000 logements locatifs sociaux d'ici 2011.

Au-delà de l'objectif social que s'est fixé la Carene, il faut rappeler que la construction de logements sociaux est une obligation légale introduite par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU), votée sous le gouvernement Jospin, qui fixe un minimum de 20 % de logements sociaux pour les communes de plus de 3 500 habitants. La Carene

contribue donc, à travers son soutien envers les communes, à tendre vers cet objectif voire même, pour les communes disposant déjà des 20 % de logements sociaux, à le dépasser. Quand la volonté politique en matière de logement est là, les projets peuvent rapidement voir le jour, à l'image de la ville de Donges, qui après 19 ans de gestion à droite, hérite d'un passif très important au regard de la loi SRU. Depuis les dernières élections municipales, cette commune a su impulser des projets pour répondre aux demandes de la population. Le combat d'arrière-garde que mènent certains de nos

concitoyens, relayé par des élus locaux conservateurs, contre l'implantation près de chez eux de logements sociaux, constitue une tentative méprisable qui freine l'action des bailleurs sociaux.

Éviter les ghettos, favoriser la mixité sociale et assurer un suivi intelligent des zones sensibles sont trois priorités sur lesquelles les élus socialistes de la Carene portent une attention particulière.

MIKAËL DELALANDE,

Président du groupe socialiste et divers gauche de la Carene,

<http://carene.parti-socialiste.fr/>

*Communauté d'agglomération de la région nazairienne et de l'estuaire

3 questions à **Augustin Lechat-Blin**, MJS

“Une nouvelle équipe pour de nouveaux défis”



Augustin Lechat-Blin est le nouvel Animateur fédéral du MJS 44. Avec ses camarades, il compte bien participer activement à la campagne des régionales.

• Un mot de présentation ?

J'ai 21 ans, je suis en 4^e année de droit et je souhaite embrasser si possible la carrière de

magistrat. Originaire de Bouguenais, j'ai adhéré au MJS et au PS en 2007 après la présidentielle. Je milite, depuis mon déménagement, au sein de la section Nantes centre-sud du PS.

• Tu as été élu en janvier animateur fédéral du MJS 44 sur une liste de rassemblement.

Oui, c'est un mandat de 2 ans et nous nous sommes fixés plusieurs priorités, notamment la formation des militants et travailler sur le fond pour alimenter le futur projet des socialistes. Le MJS est autonome du parti socialiste, et y tient, mais cela n'empêche pas les passerelles pour travailler avec nos aînés socialistes. En ce qui concerne le futur projet, nous militons par exemple pour le non cumul des mandats dans le temps et en nombre. Nous pensons à ce sujet qu'il faut aller encore plus loin que le référendum socialiste du 1^{er} octobre dernier. Il nous faudra porter la Gauche aux responsabilités pour permettre la mise en place de notre projet. Cela passe bien entendu par notre engagement militant à chaque campagne.

• La prochaine, ce sont les régionales.

Nous nous y impliquons fortement de par nos propres actions ou par celles partagées avec le PS. Tracts, affiches, café-débats, forums, meetings, nous sommes, et serons, mobilisés à chacune de ces actions, tout en innovant vers de nouvelles formes de militantisme.

Le nouveau Collectif Fédéral du MJS 44

- Augustin Lechat-Blin (Animateur fédéral)
- Younes El Amraoui (Trésorier)
- Romain Delaunay (Secrétaire général)
- David Guilbault (Secrétaire adjoint)
- Sarah Lumeau
- Hugo Herteloup
- Régis Hémon

À lire

Tout n'est pas joué à 25 ans

De la ferme aveyronnaise de ses parents à l'inspection des impôts, le parcours de Raymond Girou est un exemple de promotion sociale, doublé d'un militantisme convaincu. Il a récemment sorti un livre très intéressant où il raconte sa vie. Rencontre.

Raymond naît en 1939 sur la ferme familiale dans l'Aveyron. Il quitte l'école à 14 ans après son certificat d'étude pour aider ses parents. Il leur succède à 22 ans en production laitière. Cette même année, il s'engage à la JAC (jeunesse agricole chrétienne) : “Une bonne formation humaine qui nous sortait de l'influence des parents et de l'Église traditionnelle”. Au début janvier 1964, Raymond travaille



sur le toit de sa maison et fait une chute qui le laisse dans le coma pendant quelques heures et le cloue trois mois sur un lit d'hôpital. Il a 25 ans et c'est le tournant de sa vie car après cet accident, il ne peut plus physiquement travailler sur la ferme. Alors que faire ? “J'ai repris des études en septembre 1964 dans une Maison familiale pendant deux ans où j'ai eu une bonne remise à niveau”. Il continue sur sa lancée en intégrant l'école d'ingénieur de Purpan à Toulouse : “J'ai dû bosser dur notamment en maths”. Mai 68 lui donne une formation politique et il s'engage alors au PSU de Michel Rocard, le début d'un long chemin militant.

En 1971, il décroche son diplôme d'ingénieur agronome et il entre comme chef du service production à la Colarena (Coopérative Laitière Région Nantaise) près de Nantes. Cette même année, il adhère au PS après Epinay. En 1983, il est licencié de la Colarena “à cause des quotas”, il passe alors un diplôme d'expert comptable et devient inspecteur des impôts en 1988, il prend sa retraite en 2006. Politiquement, il a quitté le PS en 1993 et milite ensuite chez les Verts. Il est élu avec Yves Laurent à Saint-Sébastien-sur-Loire de 1983 à 1989 puis minoritaire de 2001 à 2008. Il est persuadé que les Verts et le PS peuvent travailler ensemble pour définir un projet alternatif de gauche qui inclut

le social, l'écologie et l'économie verte : “C'est la gauche qui gagnera demain !” Il regrette toutefois qu'il n'y ait pas de liste commune Verts-PS au 1^{er} tour des régionales et, à titre personnel, il soutient la liste Auxiette dès le 1^{er} tour. À 70 ans passés, Raymond reste un militant passionné et actif.

“Tout n'est pas joué à 25 ans”
de Raymond Girou
aux éditions Siloë. 206
pages-17 €.



Portrait : François-Xavier Hutin

Un journaliste engagé



Dans l'ouest, tout le monde connaît la famille Hutin avec le journal Ouest-France. François-Régis dirige le quotidien. Il a longtemps travaillé avec son frère François-Xavier, aujourd'hui retraité à Saint-Lyphard en Loire-Atlantique et militant socialiste de longue date. C'est leur père Paul Hutin qui créa Ouest-France en août 1944 avec des personnalités de la Résistance. *"C'était un catholique libéral et non-conformiste explique François-Xavier Hutin, il avait la fibre sociale. J'ai un profond respect pour l'homme qu'il fut"*. Après la guerre, François-Xavier est étudiant en Lettres et sociologie à Rennes et Nancy. Il milite au MLP (Mouvement de libération du peuple) qui souhaitait l'union de la gauche : *"Étudiant, j'ai ressenti le besoin de m'engager à gauche car cela correspondait à mes convictions profondes"*.

En 1954, il démarre sa carrière de journaliste à Nantes. C'est alors qu'il fait la connaissance de jeunes militants comme Gilbert Declercq, Médard Lebot, Francis Louapre et Bernard Lambert. *"On partageait la même volonté de changer la société dans un esprit solidaire et fraternel"*. Puis il arrive à la rédaction de Rennes en 1956. Il écrit des éditoriaux, des reportages et anime le Service de recherche et d'études sur l'information, la communication et le marketing. *"J'étais un peu le mouton noir de la maison car marqué à gauche !"*. Les années passent et François-Xavier favorise le pluralisme des opinions à l'intérieur des pages de Ouest-France : un journalisme ouvert. Il organise des journées de rencontre des journalistes avec des syndicalistes ouvriers et paysans ainsi que des sessions avec *"Économie et humanisme"* du Père Lebreton. Il fait par ailleurs de nombreux reportages dans le monde en Afrique de l'ouest, en Amérique latine, aux États-Unis, au Brésil, en RDA : *"J'ai fait mon métier de journaliste avec honnêteté en racontant le monde aux lecteurs avec le souci de les éclairer sur les grands enjeux du moment"*.

Et le militantisme dans tout cela ? Il n'était pas question d'adhérer à la SFIO trop verrouillée et une adhésion au PSU *"aurait compromis mon action au sein de Ouest-France"*. Pas question non plus d'adhérer au MRP : *"Ils étaient comme Bayrou aujourd'hui : des positions intellectuelles parfois progressistes mais on s'allie finalement à la droite"*. Puis arrive Épinay

en 1971 : le PS démarre sur de nouvelles bases avec une génération nouvelle, François-Xavier est séduit et adhère en 1972, tendance CERES avec Chevènement. Cela ne pose pas de problème au sein du journal car *"le PS avait acquis une crédibilité nouvelle et y militer était considéré comme un péché véniel !"* En 1977, il est élu sur la liste d'Edmond Hervé à Rennes avec la délégation de l'organisation des services municipaux : *"Cela a provoqué un petit remue-ménage à Ouest France, sans plus"*. Il ne se représente pas en 1983. En 1997, il prend sa retraite professionnelle, l'année où la gauche reprend le pouvoir avec le gouvernement Jospin. *"Il a fait de bonnes choses mais s'il a perdu en 2002, c'est que cette gauche fut trop craintive notamment sur le social"*.

François-Xavier est choqué par le renoncement des pouvoirs publics sur *"les zones misérables des banlieues et sur le problème des sans-papiers"*, choqué aussi par *"la situation scandaleuse des prisons françaises"*. Si pour 2012 François-Xavier ne *"voit pas les choses clairement pour la gauche"*, il reste un militant convaincu de la nécessité de changer toujours le monde pour le rendre meilleur.

Décès de Thérèse Baron

Nous avons eu la tristesse d'apprendre le décès de Thérèse Baron, épouse d'Henri Baron, maire de Fercé (1989-1995) et conseiller régional (1998-2004). Henri a aussi été Président de la Chambre d'Agriculture de Loire-Atlantique et préside actuellement l'Espace interrégional à Bruxelles (Bretagne, Pays de la Loire et Poitou-Charentes). À Henri et à toute sa famille, le PS de Loire-Atlantique adresse ses sincères condoléances.

/// Agenda

• Forum des Tanneurs

Le forum se déroulera le **lundi 8 février à 20 h 30** à la Fédération (allée des Tanneurs à Nantes) sur le thème de "La crise du capitalisme" avec Mathieu Pigasse, co-auteur de l'ouvrage "Le monde d'après, une crise sans précédent" et Jean-Marie Harribey, universitaire et membre du conseil scientifique d'ATTAC.

• Conseil fédéral

Le prochain Conseil fédéral aura lieu le **lundi 15 février à 20 h** à la Fédération.

• Conférence-débat sur le "travail du dimanche"

Les associations de consommateurs ASSECO CFTD, INDECOSA CGT et CSF organisent une conférence-débat sur le "travail du dimanche" le **vendredi 19 février à 19 h** à la Maison des Syndicats de Nantes (anciennement Gare de l'État) en présence de Dominique Raimbourg, Gérard Allard, Philippe Laury (directeur du "Leclerc Pôle sud") et de salariés du commerce.

Dispensé de timbrage NANTES R.P.

Ensemble
1, allée des Tanneurs
44 000 NANTES
Déposé le 27/01/10



Le Journal des socialistes de Loire-Atlantique
1 allée des Tanneurs - 44 000 NANTES
Tél : 02 40 20 63 00 - Fax : 02 40 08 27 24
E-mail : fede44@parti-socialiste.fr
Directeur de Publication : Alain Gralepois
Rédacteur en chef : Benjamin Baudry
Rédacteurs en chef adjoints : Romain Mercière et Nicolas Nocet
Rédaction des articles : François Caillaud
Crédit photos : François Caillaud, Benjamin Baudry, AFEJA
Mise en page : Scopic
Imprimé avec des encres végétales sur papier ecolabellisé par Parenthèses
N° CPPAP : 0909 P 10 751
N° ISSN : 1296 - 2201
Prix : 1,50 euro - Tirage : 3500 ex.

